



**Simon
Uzenat**
SÉNATEUR DU MORBIHAN
Conseiller régional
de Bretagne

Le 26 août 2025

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Annonces de François Bayrou : le chaos c'est persévérer dans la voie des choix funestes qui ont conduit la France au bord du précipice budgétaire et social »

Le Premier ministre a décidé d'engager la responsabilité de son Gouvernement pour demander aux députés de reconnaître « l'état d'urgence budgétaire » dans notre pays. Il s'agit en réalité d'une **démission déguisée prenant acte de son incapacité à agir** et de l'impasse politique qu'il a lui-même dessinée.

Les parlementaires socialistes n'ont pas attendu 2025 pour pointer les dérives des finances publiques et multiplier, au Sénat comme à l'Assemblée nationale, les propositions pour y remédier, dans un souci de justice fiscale et sociale. Nous sommes parfaitement conscients de l'absolue nécessité d'agir et de veiller à la qualité et à l'efficacité de la dépense publique.

Pour autant, cet état d'urgence budgétaire exige un **véritable et sincère devoir d'inventaire après 8 ans de macronisme**. Datée du 11 juillet dernier, l'étude de l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques rappelle ainsi que « *la dégradation du solde structurel observé entre 2017 et 2024 s'explique essentiellement par la baisse non financée des prélèvements obligatoires et non par une dérive des dépenses publiques primaires* ». Chaque année depuis 2017, **la puissance publique s'est privée de près de 60 milliards d'euros de recettes, à mettre en regard du plan budgétaire de 44 milliards d'euros de l'actuel Gouvernement**. Résultat : la dette publique a augmenté de près de 1000 milliards d'euros (hors dépenses exceptionnelles liées au COVID) et le déficit structurel est passé de 2,2% à 6% du PIB.

Nous voyons bien là l'**échec patent du « ruissellement » qui a fait exploser les inégalités** : des mégabassines de richesses pour quelques privilégiés (le patrimoine des 500 familles les plus riches a doublé entre 2017 et 2024) et des déserts de précarité pour des millions de nos concitoyens avec un affaiblissement dramatique de nos services publics.

Force est de constater que **François Bayrou refuse de se livrer à ce devoir d'inventaire et encore davantage d'en tirer les enseignements**. Lui qui déclare n'être « *pas prêt à abandonner la logique [...] de ce que nous avons proposé* » – qui pénalise les plus fragiles et met en danger le pacte républicain – confirme une nouvelle fois que ses prétendues ouvertures ne sont que des simulacres.

Le Gouvernement et les parlementaires qui le soutiennent s'opposent frontalement aux propositions de justice fiscale que nous défendons depuis des années, pour une contribution accrue des plus hauts revenus, des patrimoines les plus élevés et des grandes entreprises. Ils ont ainsi refusé la taxe Zucman, qui propose de taxer à hauteur de 2 % les 1800 foyers fiscaux possédant un patrimoine supérieur à 100 millions d'euros. Le Gouvernement s'entête à protéger les plus aisés pour reporter l'effort sur les classes moyennes et populaires !

En tant que sénateur, je ne participerai évidemment pas au vote organisé à l'Assemblée nationale le 8 septembre prochain mais, pour toutes les raisons évoquées, je partage la position de ma famille politique : **refuser la confiance à un Premier ministre et un Gouvernement qui n'ont pas respecté les maigres avancées que nous avons arrachées lors des négociations sur le budget 2025 et qui s'obstinent, envers et contre tout**, à emprunter le chemin des inégalités fiscales et sociales, de l'inefficacité économique et de l'inaction écologique.

Soucieux d'apporter des réponses concrètes aux défis de notre pays, **les socialistes présenteront dans les prochains jours un budget alternatif et responsable** autour de priorités fortes : justice fiscale et sociale, transition écologique, réindustrialisation, lutte contre la pauvreté, consolidation de nos services publics et soutien aux collectivités locales.

À François Bayrou qui entend mettre les parlementaires au pied du mur et les somme de « *choisir entre le chaos et la responsabilité* », nous redisons que le chaos c'est persévérer dans la voie des choix funestes qui ont conduit la France au bord du précipice budgétaire et social. La responsabilité c'est entendre les aspirations légitimes de nos concitoyens à l'écoute et à la justice et ouvrir un dialogue sincère pour mettre en œuvre des propositions alternatives.